

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



LIGNES D'ATTAC

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°106 | septembre- novembre 2021 | 1,5 €

Éditeur responsable : Christine Pagnouille, rue du Beau-Mur, 48 • 4030 LIÈGE • Bureau de dépôt, Liège.X



<https://www.peakpx.com/23387/gray-round-direction-compass>

- ▶ Mercredi 15 septembre à 19h30 : Soirée d'accueil
- ▶ Mercredi 22 septembre à 19h30 : Groupe de lecture : Piketty
- ▶ Jeudi 21 octobre à 19h : Rencontre avec Laurent D'Altoe à Seraing

Il y a le temps de la sidération . . . Il y a le temps de la solidarité . . . Mais viendra aussi le temps des comptes.

Car si les catastrophes naturelles font partie du cycle chaotique de la vie, tout ce qui les prépare, tout ce qui les annonce, tout ce qui permet d'y faire face, ne dépend que de nous, et des politiques que nous avons mises ou non en œuvre . . .

C'est vrai pour les virus comme pour les inondations.

Ce n'est pas l'orage qui a bétonné nos villes et nos campagnes.

Ce n'est pas le ciel qui a supprimé les effectifs de la protection civile.

Ce n'est pas la fatalité qui a provoqué les bouleversements climatiques qui transforment nos petites villes tranquilles en décor de film catastrophe.

Et la misère et l'exil, que nous avons si souvent préféré ne pas voir, sont soudain venus frapper à notre propre porte.

Entre ceux qui ont entamé hier une grève de la soif, et ceux qui se sont noyés hier dans leur propre maison, l'eau nous a soudain rappelé notre terrible et commune humanité.

(Claude Semal, le 17 juillet 2021, dans *L'Asymptotique*)

Tandis que près de 470 sans-papiers clamaient leur désespoir par une grève de la faim de plus de soixante jours, la nuit du 13 au 14 juillet les vannes du ciel se sont ouvertes et en quelques heures des rivières paisibles se sont transformées en torrents furieux charriant troncs et véhicules, renversant les murs, emportant des vies. Et là, spontanément, des mains se tendent, du pain de la soupe des outils des compétences s'échangent, sans calcul : **la solidarité comme évidence**. Le contraire des engrenages mortifères de l'économie capitaliste.

Capitalocène *

En quelques jours, nous avons connu deux phénomènes météorologiques extrêmes : le dôme de chaleur sur le Nord-Ouest de l'Amérique et ces pluies diluviennes chez nous. Est-il temps encore de rattraper les aberrations d'un rapport prédateur à la nature ? Changer des habitudes confortables ? Comment restaurer des sols vivants qui puissent (un peu mieux) absorber l'eau du ciel ? Comment entraver le pouvoir de nuisance des puissances économiques et financières ? Inverser le rapport de domination entre des mandataires élus et des lobbys financiers ou de secteurs économiques comme l'industrie chimique ou pharmaceutique ?

*Capitalocène : Terme utilisé par certains scientifiques pour désigner l'ère géologique actuelle, débutant avec le développement du système capitaliste, qui serait marquée par l'influence des hommes sur la biosphère et le climat.



Dettes, fiscalité et système monétaire

Après la crise sanitaire et les inondations dévastatrices, les pouvoirs publics se voient contraints (?) d'emprunter sur les marchés financiers, donc de contracter une dette publique. Est-ce vraiment leur seul recours ? Pourquoi ne pas modifier nos règles fiscales, ce qui, en plus de renflouer les caisses, pourrait enrayer la spéculation et pallier les inégalités ? La commission Finance des ATTAC d'Europe a fait circuler un appel à appliquer à l'échelle de l'UE, plusieurs taxes sur les transactions financières (voir notre site). Ces taxes offrent des avantages manifestes, mais présentent plusieurs inconvénients, comme l'explique Henri Houben (voir notre site) : elles requièrent une implication internationale et sont plus difficiles à faire comprendre à un public non averti que l'impôt sur la fortune. L'impôt minimum de 15% sur les sociétés représente un recul dans certains pays, mais la mesure transforme les multinationales en sujets de droit, qui ne peuvent donc plus se défaire de leurs bénéfices par des tours de passe-passe en prix de transfert dans l'un ou l'autre paradis fiscal ; mais si la décision doit faire l'unanimité des 27 membres de l'Union européenne, ce n'est pas gagné. Enfin, si nos gouvernements luttent efficacement contre la fraude et toutes les formes de contournement d'impôt, les rentrées seraient significatives. La base même de l'inégalité dans les échanges n'est-elle pas notre référence monétaire (voir article) et notre système de comptabilité (dont nous parlera Jacques Richard, auteur d'un livre révolutionnaire en la matière) ? Voilà d'autres questions «difficiles» qu'il nous faut aborder.

Déploiement

Touchons du bois, nous allons reprendre nos activités 'en vrai', redéployer nos thèmes, en cycles, en rencontres, en groupes de lecture. Nous allons aussi chercher d'autres lieux d'intervention afin de rencontrer d'autres publics. Nous comptons évidemment aussi sur votre présence, membres fidèles que vous êtes !

Les terribles inondations de juillet l'ont à nouveau démontré : la solidarité est un instinct humain ; pour qu'elle dépasse la détresse de l'amie ou du voisin, ajoutons-y l'imagination du cœur !

Un autre monde est possible

Construisons-le, ensemble !



DUBAÏ PAPERS, ÉTÉ 2021 :

IGNOMINIE AU BARREAU DE BRUXELLES

Christian Savestre

L'infamante décision que vient de prendre Me Georges-Albert Dal, Président du Conseil de Discipline du ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles piétine le code de déontologie qui régit l'Ordre Professionnel des Avocats et les principes de probité et d'indépendance qui sont le fondement de la profession.

Rappel : dès la mi-décembre 2019, une douzaine d'associations et des centaines de citoyens avaient porté plainte à l'encontre de deux avocats M^e Thierry Afschrift et M^e Arnaud Jansen, suite à la divulgation d'une nouvelle affaire d'évasion fiscale. Fin août 2020 le Bâtonnier en exercice avait répondu en substance, « Circulez, y'a rien à voir » et n'avait pas saisi le Conseil de Discipline. Appel avait été déposé en novembre devant le Président du Conseil de Discipline, et ce 8 juillet, celui-ci répondait que les plaintes ne sont pas recevables faute d'intérêt à agir concernant M^e Afschrift (le dossier Jansen ayant été dépaycé à Liège).

Faut-il renoncer en soupirant 'les loups ne se mangent pas entre eux' ? Imposable. Parce que l'affaire est d'une gravité exceptionnelle, à double titre.

1. Les griefs des plaignants visant ces deux avocats sont solides et étayés. Ainsi M^e Afschrift établit une note destinée au Prince de Croÿ exposant des techniques ayant pour but d'échapper au contrôle par les administrations fiscales ; il possède onze sociétés établies dans l'émirat de Ras el Khaïmah, important paradis fiscal. Me Jansen rabat des clients, participe à des activités susceptibles d'être constitutives de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux, utilise des cartes bancaires anonymes, a organisé un faux procès.
2. Les procédés utilisés par les autorités ordinales du Barreau amènent à conclure que l'utilisation d'arguties juridiques se retourne contre la justice et permet d'entretenir un véritable système de protection déontologique. En effet, la décision du Bâtonnier de ne pas donner suite aux plaintes n'a fait l'objet d'aucune motivation : l'avocat enquêteur n'a pas entendu un seul plaignant et aucun plaignant n'a pu avoir accès à ses rapports ; M^e Jansen remet en cause l'authenticité des documents issus des Dubaï Papers alors que le Parquet Fédéral a diligencé des instructions sur cette base ; le dépaycement du dossier de M^e Jansen à Liège fait l'objet d'un pourvoi en cassation de la part de l'avocat incriminé sans que les plaignants en soient informés ; la recevabilité des plaintes, reconnue par le Bâtonnier, a été démentie par le Président du Conseil de discipline dix-sept mois plus tard.



Pas d'intérêt à agir ? Alors que les ressources collectives sont pillées ?

C'est bien là le nœud de l'affaire. Sans revenir sur la désinvolture et le dédain du Bâtonnier, que dit le Président du Conseil de Discipline quand il réfute notre intérêt à agir ? Les requérants n'ont pas été lésés personnellement. Quant aux personnes morales, d'après M^e Dal, elles confondent «intérêt collectif» et «intérêt général», et ce n'est pas parce que la lutte contre la fraude fiscale figure dans leur objet qu'elles sont habilitées à agir en justice...

Notre indignation est suscitée par ce que nous n'hésitons pas à qualifier de crime social : un véritable pillage des ressources collectives, orchestré notamment par des avocats fiscalistes, au profit d'une infime minorité qui sape le consentement à l'impôt, et ceci à l'heure où le budget fédéral et les budgets régionaux, asséchés par les 30 milliards annuels d'évasion fiscale (fraude incluse), sont mis à mal par la pandémie de Covid 19 et maintenant les énormes compensations pour les destructions suite à des inondations sans précédent. Était-il à ce point naïf de croire les déclarations publiées sur le site Avocats.be, soulignant qu'il faut plus que jamais mettre l'accent sur la solidarité, au sein de la profession, mais également à l'égard de la société en général. Cette solidarité tient des valeurs fondamentales du barreau et fait partie intégrante de la déontologie de l'avocat : confraternité, loyauté et responsabilité sociétale ?

L'Ordre des avocats jouit du privilège d'autorégulation. Nous voyons à quoi il conduit quand il est dévoyé.

Les activités de conseil fiscal et de conseil financier sont exercées par une minorité des avocats de l'Ordre. Toutes les instances spécialisées dans la lutte contre l'évasion fiscale mettent en avant le rôle joué dans l'évasion fiscale par les avocats exerçant ces activités. Or, ces activités s'exercent à l'abri du secret professionnel de l'avocat. Comment mettre un terme à ces pratiques sinon en confiant le contrôle des règles déontologiques de la profession, pour ces activités-là, à une instance indépendante ?

Les législateurs ont du travail !

Voir l'article dans *POUR* <https://pour.press/dubai-papers-enquete-sur-un-scandale-dans-le-scandale-ignominie-au-barreau-de-bruxelles/>



RÉFLEXIONS SUR LA MONNAIE

Gérard Prévinaire,

à partir d'un texte de Elie Sadigh

Nos lecteurs attentifs se souviendront d'un premier épisode publié dans le n° 101 ; nous proposons à votre réflexion un texte personnel visant à mieux comprendre l'analyse de Elie Sadigh. Le texte intégral de Elie Sadigh peut être consulté sur notre site.

Ce ne sont pas les crédits qui font les dépôts bancaires, c'est la production des travailleurs rémunérés, laquelle crée la valeur mesurée en monnaie

La monnaie n'a pas de pouvoir d'achat. La monnaie est une unité de mesure. Dans une économie artisanale, son intervention facilite et favorise les échanges, car elle permet de mesurer et de comparer les produits différents, c'est pourquoi on l'appelle équivalent général.

La monnaie est neutre lorsque son utilisation est régie par les règles résultant d'une analyse rationnelle. Par contre, elle perturbe le fonctionnement de l'économie lorsque son utilisation est régie par des règles arbitraires.

La monnaie joue un rôle important dans toute économie organisée. Mais elle est indispensable dans une économie salariale qui, par définition, est monétaire. En effet, à la différence de l'économie artisanale où les travailleurs-artisans obtiennent leur produit à la production et l'échangent sur le marché, directement ou par l'intermédiaire de la monnaie, dans une économie salariale, les travailleurs n'obtiennent pas leur produit à la production, ils obtiennent une rémunération monétaire, qui représente leur produit sous forme monétaire et qui constitue leur pouvoir d'achat sur les produits.

Le rôle des banques dans la phase de la production est d'émettre la monnaie destinée aux entreprises pour monétiser la production. La monnaie se transforme en revenu dans l'acte de paiement de la rémunération des travailleurs.

Dans la deuxième période mensuelle – phase des échanges – la dépense de la totalité du revenu national permet aux entreprises, dans leur ensemble, de récupérer le montant de monnaie qui leur a permis de monétiser la production. Elles remboursent alors les banques, intermédiaires de cette monétisation.

Dans cette deuxième période, les entreprises, dans leur ensemble, peuvent avoir dégagé un profit. En effet, prenons l'hypothèse suivante :

→ Première période mensuelle, phase de production

Revenu national = 100 unités monétaires [U.M.]

Biens produits = 100 unités produits [U.P.]

Valeur de 1 U.P. = 1 U.M.

→ Deuxième période mensuelle, phase des échanges

Prix de vente de 1 U.P. = 1,25 U.M.



RN de la première période totalement dépensé = 100 U.M.

Biens produits en première période vendus = 80 U.P. (100/1,25)

Le profit dégagé par les entreprises, dans leur ensemble = 20 U.P. que nous nommerons biens profits.

→ Troisième période mensuelle, phase des échanges

La vente par les entreprises, dans leur ensemble, des 20 U.P., biens profits, pour 20 U.M., revenu provenant de la rémunération de l'ensemble des travailleurs en phase de production, permet aux entreprises de réaliser un bénéfice de 20 U.M.

Ce bénéfice constitue un droit à d'autres biens produits. Dès lors, ce bénéfice ne doit pas être utilisé ni pour rémunérer les travailleurs, ni pour rembourser la banque qui a monétisé la production¹.

Ainsi la monnaie apparaît pour monétiser la production et elle disparaît dans les achats finals pour laisser apparaître les biens.

Les entreprises sont des intermédiaires entre les travailleurs producteurs (phase de production) et les travailleurs consommateurs (phase des échanges).

Le travail rémunéré est la seule source du produit évalué en monnaie². Le profit ne peut être pris que par prélèvement sur le produit du travail rémunéré. Ce prélèvement constitue les biens profit et le bénéfice est obtenu par la vente de ces biens profits.

Dans une économie salariale, le montant de la rémunération des travailleurs représente le montant de monnaie, nécessaire et suffisant, qui doit circuler dans cette économie. Le revenu et le produit apparaissent et disparaissent à chaque période.

Par conséquent, toute monnaie qui entre dans l'économie, en sus de la rémunération des travailleurs, exerce un pouvoir d'achat illégitime, car elle n'a pas de contrepartie réelle. Elle diminue donc proportionnellement le pouvoir d'achat réel des travailleurs.

Voir l'intégralité du texte sur notre site et un schéma sur le profit et le bénéfice.

Nous pouvons donc poser que la monnaie doit être associée à la production et qu'elle ne peut pas être « libre », comme le suggère Nicolas Dufrené (cf. Pour un nouveau mode de création monétaire libre et ciblé sous contrôle démocratique, Institut Rousseau, 23 juin 2021).

1. Par contre, le bénéfice peut servir à rembourser tout autre crédit bancaire, pour autant qu'il n'ait pas servi à monétiser la production, comme un crédit ayant financé l'achat d'une machine.

Le secteur bancaire devrait être organisé pour respecter cette règle.

2. Sans oublier que le travail est conditionné par toute une série de facteurs et pas seulement la terre et le capital. Mais, tous ces facteurs sont comptés dans le travail rémunéré (cf. Quelques questions et réponses concernant l'article de Elie Sadigh et des liens, Attac-Liège, 16 juillet 2020).



ORBAN LAND

Yani Süle et Marianne Rathmès

Viktor Orban n'est pas le maître du monde mais bien celui de la Hongrie, faisant fi de toute démocratie. Malheureusement, il a été élu par une majorité de Hongrois, peu habitués à cette démocratie qui pourtant semblait tant attendue après la chute du communisme. Ses succès reposent sur les mensonges, la manipulation et la corruption.

Comme moyen de **manipulation**, entre autres, il utilise volontiers l'injustice subie par la Hongrie après la première guerre mondiale, lors du traité de Trianon (1920) qui a réduit de 2/3 la superficie du pays. Il soutient des mouvements nationalistes dans les pays concernés et octroie le droit de vote pour les élections hongroises en jouant sur la double nationalité de ces populations. Il utilise aussi la révolution de 1956 comme étant avant tout une révolte contre le communisme, ce qui n'est pas tout à fait exact !

Depuis qu'il est au pouvoir, la presse et la justice sont sous contrôle et aucune information un tant soit peu contestataire n'arrive aux oreilles de la population. Les partis d'opposition ont peu de moyens d'expression.

La Hongrie contre l'UE (mais par ici l'oseille)

Afin de plaire à ses électeurs, il s'oppose continuellement aux décisions de l'UE et apparaît ainsi en défenseur héroïque de son pays ! Pourtant, il profite largement des subventions accordées par l'Union européenne, subventions souvent détournées par la corruption qui gangrène le pays. Les dernières aides prévues sont les 7,2 milliards accordés dans le cadre des plans nationaux de relance post-Covid. L'UE craignant un détournement de ces aides, veut en lier l'attribution au respect de l'État de droit. Ce n'est pas gagné !

Après avoir stigmatisé les Tziganes, les francs-maçons, les migrants, il a trouvé une nouvelle cible : la communauté LGBT. (A noter l'hypocrisie ou l'aveuglement de l'UE à propos des trois premiers groupes.) Selon le directeur de Sciences Po à Dijon, la loi anti-LGBT proposée par le Fidezc est une façon pour Viktor Orban de s'affirmer dans son « affrontement culturel » contre l'Union européenne à quelques mois des élections. Cette nouvelle loi prévoit que « la pornographie et les contenus qui représentent la sexualité ou promeuvent la déviation de l'identité de genre, le changement de sexe et l'homosexualité ne doivent pas être accessibles aux moins de 18 ans. Les cours d'éducation sexuelle devront désormais être assurés par des organisations agréées par l'État. » Devant le tollé de dix-huit autres États membres de l'UE, Viktor Orban s'est justifié en affirmant qu'il s'agis-

sait seulement de protéger les enfants de la « propagande LGBT, dans l'intérêt du développement mental et intellectuel naturel des enfants ».

La Chine comme modèle

Au point de vue économique, la Chine avec ses « nouvelles routes de la soie » s'infiltrer de plus en plus dans les économies occidentales : le port du Pirée en Grèce et d'autres implantations acceptées par Tsipras, chez nous Alibaba à Bierset et également en Hongrie où Viktor Orban se jette dans les bras de cette Chine dont il admire la gouvernance. En 2024, Budapest accueillera le premier campus européen de l'université d'élite Fudan de Shanghai qui disposera d'un budget plus élevé que l'ensemble de l'enseignement supérieur hongrois. Notons que dans le même temps, l'administration Orban chasse du pays l'université d'Europe Centrale fondée par le milliardaire George Soros (d'origine hongroise et bête noire du 1er ministre).

Lors de l'inauguration du plus grand centre logistique de la compagnie de télécommunications Huawei hors de Chine, près de Budapest, au cœur d'un édifice de 30000 mètres carrés, Orban prononçait un plaidoyer pour la coopération avec l'Empire du Milieu : « Seuls les pays ouverts à la Chine et les zones où les entreprises chinoises sont présentes auront la capacité de s'en sortir et de devenir des gagnants dans un monde post-crise ». Pour prouver sa confiance envers la Chine, il s'est fait injecter le vaccin chinois Sinopharm. La Hongrie est considérée par les Européens comme le « cheval de Troie » des chinois en Europe occidentale.

Vigilance

Nous ne voulons certainement pas défendre « notre » capitalisme occidental qui a prouvé ses méfaits mais le capitalisme chinois a une autre dimension : réduction des droits des travailleurs, restrictions des libertés individuelles et négation des droits humains, voilà une route toute tracée pour une dictature en bonne et due forme !

Le capitalisme chinois est peut-être la forme rêvée des capitalistes occidentaux mais nous avons une tradition de lutte pour nos droits qui, nous l'espérons, nous permettra de résister. La plus grande vigilance vis-à-vis des décisions inconscientes ou vénales de nos hommes politiques est de mise.



COMMENT SAUVER NOS FORÊTS

Christiane Herman

En tant que biologiste, en réaction à un article publié dans *Le Vif* en mars 2021, je voudrais d'abord souligner la différence entre une forêt et une monoculture d'épicéas (plantation qui se justifiait pour étançonner les galeries de charbonnage mais n'a plus de raison d'être). La confusion est grande dans le vocabulaire employé. Ainsi en France, une parcelle mise à blanc, avec ou sans replantation, reste référencée dans « forêts et maquis », or entre ces deux vocables, il y a une belle différence de fonctionnement, de hauteur, de biodiversité. Pour rappel, une surface bétonnée est un écosystème désertique. Pour bien comprendre le « système plantation », lire Malcom Ferdinand¹.

Les dangers de la transplantation

Les tempêtes ont pu faire croire que l'épicéa avait un système racinaire traçant. Mais comment une espèce montagnarde pourrait-elle se passer de racines profondes ? Originnaire d'Europe, l'épicéa qui grandit au départ d'une graine et est donc pourvu d'un pivot et de racines profondes, a de quoi se maintenir sur un substrat fragile et en pente et réagir aux aléas climatiques. Chez nous, transplanté, l'épicéa risque bien d'avoir perdu l'extrémité de son pivot², et par conséquent de ne développer qu'un système racinaire superficiel. Il est privé de ces racines profondes qui en cas de sécheresse permettent d'encore trouver de l'eau.

Pour la partie aérienne, le traumatisme de la transplantation³ fait perdre toute hiérarchie entre les axes. L'arbre prend alors l'aspect d'un « balai de sorcière », perd en moyenne les deux tiers de sa hauteur, les quatre cinquièmes de sa longévité ainsi que la capacité de réagir aux aléas climatiques par élagage naturel.

L'influence du climat

Dans une forêt jardinée de jadis, où l'on procédait à des éclaircies progressives et où le sous étage d'arbustes et de buissons était exploité pour du bois de chauffe, l'ajustement à la disponibilité en eau était possible ; mais cela nécessitait des hommes sur le terrain : bûcherons, charbonniers, gardes forestiers.

Le cumul des précipitations mensuelles de 1970 à 2020 (voir tableau dans l'article en ligne) met en évidence des périodes de sécheresse anormales. Or l'arbre,

1. Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale - Penser l'écologie depuis le monde caribéen* (Seuil, 2019).

2. Méristème primaire à l'extrémité des axes (tiges et racines) et qui permet leur croissance en longueur. Le cambium est un méristème secondaire qui permet la croissance en diamètre des axes - la mise en place des cernes de croissance annuelle successifs.

3. Traumatisme de la transplantation sans suivi de rectification de la part du forestier ou du jardinier.



comme toutes les plantes, débouffe avec ses réserves accumulées les années précédentes. A-t-il eu, aura-t-il l'occasion d'en faire ? « *La photosynthèse réclame de l'eau et ce doublement. D'une part, dans une très faible proportion pour le développement du processus lui-même, d'autre part, et c'est le plus important, pour le refroidissement*⁴. Sur la terre ferme, l'eau s'évapore au travers du corps végétal, c'est l'évapotranspiration, phénomène totalement inconnu en milieu aquatique. »⁵ Sans eau, pas de photosynthèse et donc pas de plantes. Or l'évapotranspiration humidifie l'atmosphère, faisant de la couverture végétale la temporisatrice du climat⁶ avec tous les bénéfices éco-systémiques que permet la plante⁷. Sans plantes, pas de sol, pas d'humus, pas d'ombre, pas de vie, très peu de microclimat... des cailloux et de la poussière comme sur la Lune. De plus la végétation est le seul élément vivant sur lequel nous avons pris face au changement climatique.

Vulnérabilité des monocultures

Les plantations mono-spécifiques d'épicéas, dont les individus « arbres » ont tous les mêmes besoins au même moment, ne sauraient résister à la variabilité du climat. Tous ensemble en souffrance, ils émettront des composés chimiques appelant les « parasites de faiblesse ». Si les investissements proviennent de Fonds de pensions ou d'assurances (comme en France), il est normal de leur part de crier au sinistre total ou partiel et d'implorer les subsides de l'Etat alors que l'échec était prévisible, mais ils se trompent aussi sur leur droit à la propriété : le sol et l'arbre n'appartiennent jamais à personne malgré nos Lois mercantiles d'appropriation privée.

Encore des hommes sur le terrain ?

« La réponse aux défis actuels doit être technique et non philosophique »⁸, bien sûr, mais les techniques actuelles doivent être remises en cause. « L'érosion des écosystèmes s'accompagne d'une érosion culturelle tout aussi dramatique »⁹ ! Ainsi une

4. 300 kg eau (évapotranspiration), 1,082 kg d'eau pour le processus de la photosynthèse et 0.5 kg eau « nouvelle » par 1 kg matière sèche (kg m.s.). Ernst Zürcher, *Les arbres entre visible et invisible, S'étonner, comprendre, agir*, Actes Sud, 2016., p184.

5. Josef H. Reichholf, *L'émancipation de la vie*, Champs sciences, Flammarion, 1993. Traduit de l'allemand par Jeanne Étoré. Préface d'Albert Jacquard.

6. En interaction avec le soleil, qui en est le moteur, l'eau, la régulatrice et l'air le vecteur.

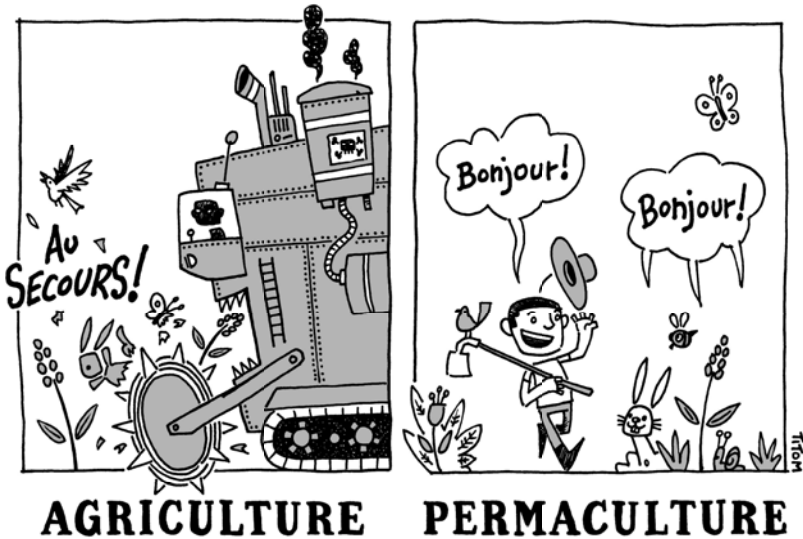
7. L'air n'est pas un habitat contrairement à l'eau. L'animal a besoin d'un support, ne fût-ce que pour se reproduire.

8. Nicolas Henryot, expert forestier, dans *Le Vif, L'express* n° 3636 du 11 au 27 mars 2021.

9. Marie-Monique Robin, avec la collaboration de Serge Morant, *La fabrique des pandémies*, p.78.

agriculture sans sol vivant et de moins en moins de matière organique, des forêts exploitées sans forestiers qui les jardinent, des nappes phréatiques à exploiter sans entraves, une biodiversité liquidée à coups de biocides et engrais de synthèse, une paysannerie liquidée à coup d'endettements et d'importations, la disparition des forêts paysannes¹⁰ non comptabilisables pour l'exploitation, la disparition également des outils intermédiaires d'exploitation de proximité (moulins, scieries, abattoirs, stockage...), les dimensions des parcelles de culture adaptées aux machines agricoles, mais incompatibles avec la faune adventive et avec des rotations sur neuf ans comme l'exigerait la culture sans intrants... la perte de tout le savoir-faire des hommes de terrain qui étaient les gardiens des Communs – sol, air, eau, flore, faune, paysage, patrimoine et liens sociaux, tout ça pour une production alimentaire industrielle qui empoisonne, obtenue avec une gabegie d'énergie, pléthorique à certains endroits et en pénurie à d'autres. Voilà où nous en sommes grâce à une organisation dépendante de la seule « rentabilité comptable » mondialisée !

10. Arbres, haies, rideaux brise-vents, bois, vergers haute-tige, peupleraies, talus, chemins creux boisés ...





Biodiversité vs Productivité

Tout oppose biodiversité (qui se compte en nombre d'espèces vivantes) et productivité¹¹ (qui ne se compte qu'en bilans comptables). C'est la même incompatibilité qui oppose addition et interaction. L'addition est un outil qui s'applique à l'argent - conventions humaines, sans réalité physique - et donc sans limite ! En revanche, comme le dit Albert Jacquard¹² : *«Et» évoque une interaction et l'impossibilité de peser les rôles des divers acteurs lorsque l'action de chacun est sous l'influence de l'autre. Dans la nature les interactions sont permanentes, les additions rares.* Cette erreur imprègne trop souvent nos décisions et nous choisissons ainsi l'aveuglement volontaire.

La réponse au changement climatique : le soin apporté à la couverture végétale

Avant la fusion des communes en 1976, la Belgique comptait 2.359 communes, 3.000 gardes champêtres, 13.000 policiers communaux et 185.000 paysans. Après fusion, le nombre des communes est revenu à 589 et le nombre d'exploitants agricoles et agriculteurs est réduit au cinquième de celui des années septante (35.910 en 2016), soit un manque de près de 160.000 paires d'yeux et de mains sur le terrain ! Comme pour la Covid, cela ne sert à rien d'avoir des lits d'hôpitaux sans le personnel (entré comme charge dans la comptabilité, contrairement aux dividendes !). La technique permet des dégâts collatéraux incommensurables sur les sols, la couverture végétale, les nappes phréatiques, la biodiversité, l'humanité. L'adaptation intelligente au changement climatique exige d'aller « du local au global » et vice versa, aussi bien dans l'action que dans la réflexion, c'est ainsi que nous pouvons mener la « guerre » à nos démesures ordinaires dans tous les domaines. La restauration des écosystèmes afin qu'ils retrouvent leur résilience ne pourra s'obtenir que par une augmentation substantielle de gardiens des communs qui, avec la constance du jardinier, présideront au devenir des lieux.

11. La productivité au sens écologique du terme qui se mesure en masse de matière sèche produite par unité de surface & an (cycle complet des saisons) est trop difficile à concevoir dans ce monde de l'immédiat.

12. Albert Jacquard, *L'équation du nénuphar- Les plaisirs de la science*, Calmann-Lévy, Le livre de Poche, 1998.



Gâce au travail d'une trentaine de bénévoles, le projet ClimActes a pu se réaliser après annulation en 2020 suite au Covid. ClimActes2021 s'est tenu au campus du Sart-Tilman du 3 au 18 juillet 2021. L'ADN affirmé dès le départ était social et environnemental, option confirmée par les interventions de Christine Mahy tout au long de la journée de clôture le 17 juillet lors de la présentation des projets.

La première semaine fut consacrée à 18 cours pour « comprendre le réchauffement climatique, ses causes, ses conséquences » et 12 tables rondes « Comment agir concrètement pour limiter le réchauffement » ; la deuxième semaine étant consacrée, en sous-groupes, à sept projets thématiques : énergies renouvelables, rénovation des bâtiments, reforestation, écomobilité, alimentation durable, finance soutenable, éducation. Ce programme permit à une cinquantaine de jeunes de se confronter à la situation et cela grâce à l'encadrement bénévole de huit facilitateurs, cinq coachs, dix-huit profs, cinquante intervenants.

Les inondations mobilisèrent les jeunes participants qui permirent d'accueillir dans les homes dès la première nuit, quatre-vingt-huit réfugiés, mobilisant par contagion concierges, personnel de cuisine et de maintenance au-delà des homes et cela, avec une réconfortante attention à l'autre.

Ces quinze jours intenses et éprouvants émotionnellement par la réalité et l'actualité du sujet, marqueront les participants. La solidarité et l'engagement qui nous animaient contrastent avec le drame des émigrés grévistes de la faim ou l'imbécillité absolue des vols extra-orbitaux. Le programme de ClimActes2022 devrait intégrer le rôle joué par la couverture végétale et par là, l'adaptation de nos sociétés au changement climatique.

Le rôle de l'économie est de financer des activités nécessaires, comme « la préservation d'un climat viable pour les générations futures ». Si l'obstacle est « une rentabilité insuffisante en termes de profits », c'est à « la puissance publique . . . qu'il appartient de la réaliser. » « Quoi que l'on décide de faire, l'économie monétaire en permet le financement . . . , car c'est toujours, en fin de compte, l'ensemble des ménages qui finance le système productif lors de la production monétaire ».

Vincent Soyer, *Trois citations de Keynes*, 2019, p. 154

INERTIE DE LA BELGIQUE EN MATIÈRE CLIMATIQUE



Dominique Liebens soulève une question de grande importance « concernant le paradoxe entre d'une part l'inaction de la Belgique face à ses engagements climatiques (Condamnation dans l'affaire climat), et d'autre part l'article 26 du Traité sur la Charte de l'Energie (TCE ou ECT en anglais, entré en vigueur en 1998), qui permet à toute entreprise privée du secteur énergétique d'attaquer un Etat qui, par une mesure sociale ou environnementale, pourrait porter atteinte aux bénéfices de cette entreprise. » Une enquête devrait en effet être menée « sur ce conflit d'intérêts qui fait de la Belgique (et de tous les Etats ayant ratifié l'ECT), des paralytiques ».

En effet, notre pays:

1. peut être condamné pour inaction environnementale, assimilables à de la complicité de pillage et de servage dans le Tiers Monde,
2. mais préfère de loin ces peines légères à l'épée de Damoclès d'être condamné par un tribunal privé à des pénalités de plusieurs milliards d'euros pour avoir pris des mesures environnementales ou sociales.

COP 26 | ACTION LE 6 NOVEMBRE

Organisée par Extinction Rebellion

Le sommet COP26 sera organisé du 31/10 - 12/11 à Glasgow où les dirigeants mondiaux parleront à nouveau de l'état de notre planète. Extinction Rebellion Belgium organisera une action nationale le samedi 6 novembre 2021 à Bruxelles intitulée "COP26 : Requiem for a Species?".

Troisième édition du Climate Justice Camp, du 9 au 12 septembre 2021

Pendant 4 jours, nous tenterons d'explorer les liens entre luttes sociales et environnementales afin de renforcer nos actions pour une justice climatique et environnementale !

www.climatejusticecamp.be/fr

« L'écologie sans lutte de classes, c'est du jardinage. »

(slogan chaulé sous un pont du Brabant wallon)



POTAGISTES EXPULSÉS : INACCEPTABLE

Philippe Tyberghien

Une version plus complète de ce texte est à lire sur notre site

Remarques sur le motif

Les terres, nous dit-on, seraient polluées par des métaux lourds, mais : jusqu'à preuve du contraire, nous ne mangeons pas la terre mais les légumes et je dispose aussi d'un rapport réalisé lors du déménagement de l'association La Bourrache qui cultivait des terres du côté des Tawes et qui précise que seuls les topinambours sont quelque peu affectés par la présence de métaux lourds.

Aucune étude ne démontre un lien entre une dégradation hypothétique de la santé des potagistes et la présence de métaux lourds dans les terres.

En revanche, de multiples études démontrent la relation de causes à effets entre de nombreuses maladies et problèmes de santé et les pesticides répandus sur les terres cultivées par l'agro-industrie, mais là, nulle interdiction de cultiver et d'inonder les magasins de produits nocifs.

Les travaux de feu le professeur Joseph ORZAGH concernant la dépollution des sols industriels montrent que le compostage des sols les assainissait très rapidement. Ces travaux ont été occultés par ceux-là même qui prétendent vouloir les dépolluer, mais les méthodes du professeur ne coûtent rien. En treize ans, j'ai vu passer la terre de ma parcelle d'un substrat quasi stérile à une terre généreuse grouillant de vie.

Remarques sur le rôle social de ces jardins

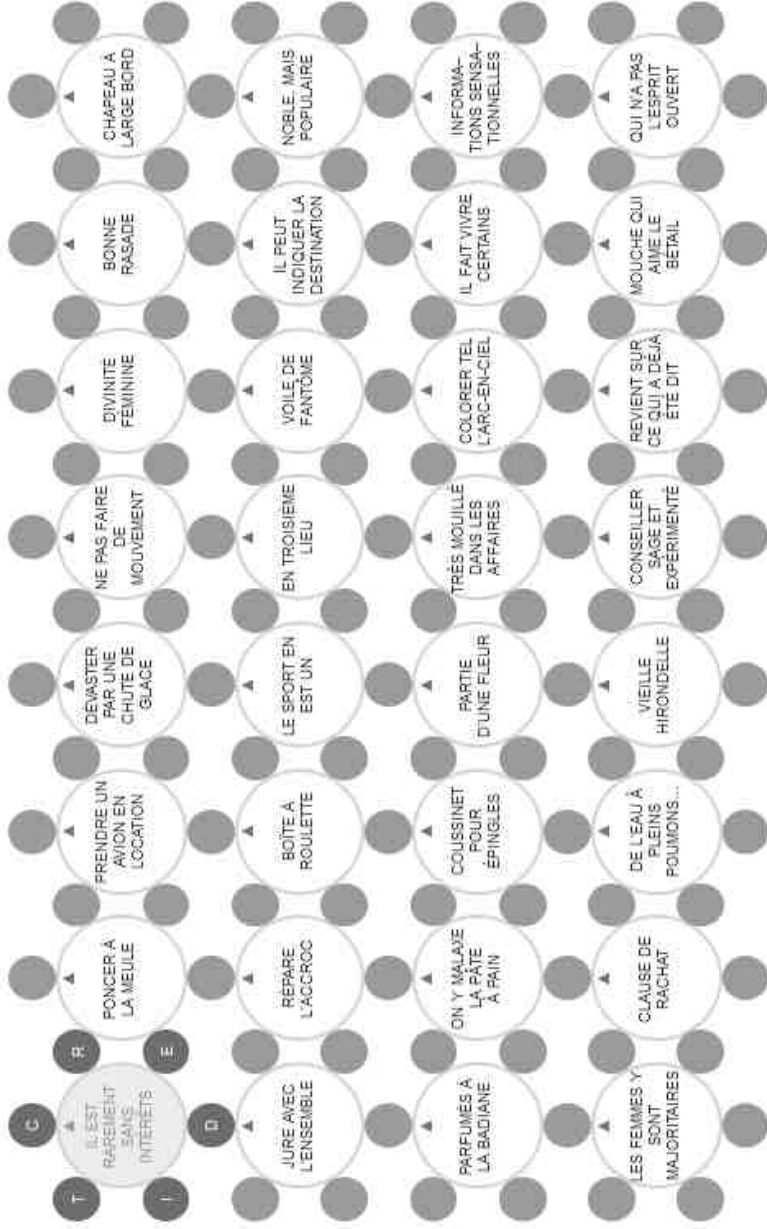
Ces potagers mettent les gens en contact ; offrent des zones de tranquillité, de ressourcement, de convivialité. De plus, ils donnent une marge d'autonomie à des familles qui, pour la plupart, en ont bien besoin pour survivre.

La Commune lance par ailleurs un appel pour des projets dans le cadre de la ceinture alimentaire de Liège. Voilà qui est paradoxal : d'un côté, elle se propose de construire du neuf sur des terres encore inconnues, et d'autre part elle veut détruire ce qui existe sur des terres cultivées depuis des décennies sans que la santé des gens soit affectée.

Remarques sur leur rôle en matière de biodiversité

Ce petit poumon de verdure abrite une belle biodiversité : présence d'une faune, d'une flore et de tout ce qu'apporte la culture des légumes, des arbustes et des haies. Que veut en faire le Ville ? Une maison de retraite, des immeubles érigés pas quelque promoteur immobilier ? L'importance de zones vertes vient pourtant d'être rappelée de manière dramatique.

Il est donc urgent d'interrompre le processus de fin de location et de mettre en place une commission de concertation avec les personnes concernées.



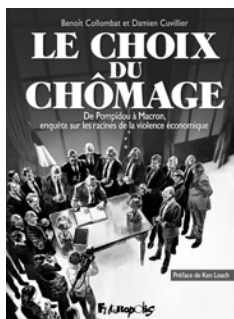
REPRENDRE LA MAIN

Denis Horman, *Leurs profits nos vies. Pour une réduction collective et radicale du temps de travail*, couleur Livres, 2021, 143 p., 15€



Angles d'approche multiples pour lutter contre le système capitaliste, disions-nous. Ce petit livre de Denis Horman vient à point pour rappeler combien la réduction collective du temps de travail contraint est importante pour limiter, sinon supprimer, l'exploitation patronale du temps de travail non payé. Si les arguments sont connus par beaucoup, ils sont exposés dans une langue accessible à toutes et tous, ce qui en fait un excellent outil d'éducation populaire.

Benoît Collombat & Damien Cuvellier, *Le Choix du chômage. De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, préface de Ken Loach, Futuropolis, 2021, 288 p., 26€



Enquête sous forme de BD, montage habile qui rappelle les meilleurs documentaires : les informations fournies par de très nombreux intervenants et les documents compromettants sont habilement organisés en plusieurs couches temporelles, avec rappels de qui parle et de qui est qui à chaque changement de locuteur. La disposition sur la page ne facilite pas toujours la lecture. Or nos deux enquêteurs livrent les citations quasi telles quelles, sans autre commentaire que le montage (ainsi page 153 le contraste entre les deux congrès du parti socialiste en 1971 et en

1991). Ils révèlent, pièce à pièce, les rapports directs entre des choix politiques présentés comme des contraintes économiques (une monnaie forte, rester dans le SME, lutter contre l'inflation) et des options sociales, comme le choix du chômage, favorables aux investisseurs, ils détricotent, pièce à pièce, les fondements néolibéraux de l'Union européenne. Ils dénoncent les tours de passe-passe de la titrisation.

Pas un livre facile, mais un livre essentiel, aussi dans sa mise à nu subtile des doubles discours. Un récit passionnant, qui se termine par un feu d'artifice de grandes voix critiques.



Frédéric Lordon, *Figures du communisme* Paris, La Fabrique, 2021.



À la différence de livres plus théoriques, comme *Capitalisme, désir et servitude* (2010) ou *Imperium* (2016), avec *Figures du communisme* Lordon entend intervenir explicitement dans la conjoncture politique française à travers la poursuite d'objectifs de taille : contester ceux qui prônent une réforme – politique, économique – dans le capitalisme ; postuler l'inévitabilité d'une sortie révolutionnaire de l'actuelle configuration néolibérale ; affirmer que cette sortie a un nom, « communisme » ; procurer des figures positives à celui-ci, susceptibles de le rendre désirable.

Pour réhabiliter ce signifiant, il fallait d'abord le soustraire à l'emprise soviétique et chinoise et ensuite lui rendre une faisabilité. Ainsi, l'auteur endosse les propositions de Bernard Friot dont il reprend le « salaire à vie » sous l'étiquette de « garantie économique générale » (p. 16). La proposition de Friot part d'un déjà-là : les cotisations en tant que système de redistribution de richesses. Dans une formation sociale communiste, les humains, une fois la garantie économique établie, pourraient décider de la diminution de la production de certains biens. Dans les chapitres « Pour un communisme luxueux » et « Garantie économique générale et production culturelle », il développe un tableau positif, qui se veut rassurant. Mais il reconnaît que « figurer le communisme est une chose ; savoir comment y aller en est une autre » (p. 171).

Depuis son très cité « Nous ne revendiquons rien » pendant *Nuit debout* en 2016, Lordon souscrit à un changement de régime par la voie révolutionnaire, car selon lui, ce sont les dominants qui fixent le degré de violence de la contestation. Loin d'être une incitation à la violence, cette affirmation reste analytique et accompagne ses propositions post-capitalistes, entre autres, sortie de l'euro et de l'UE, et maintien de l'État Nation (sous certaines conditions, pp. 195ss). Ses solutions se démarquent donc, d'une part, de celles des partisans de l'euro et des variantes réformées de la globalisation, et, de l'autre, des courants libertaires de la gauche radicale.



Dans la dernière partie de l'ouvrage, Lordon interroge les rapports entre les luttes émancipatrices, afin de promouvoir leur entente. S'il ne voit pas de hiérarchie entre les causes féministe, antiraciste, écologiste, anticoloniale et anticapitaliste, il estime que cette dernière a structurellement la première place, non seulement « par l'étendue de son périmètre » (p. 233), mais aussi parce que le capitalisme est « très capable de reconfigurer [les autres rapports de domination] selon les conditions environnantes, *pourvu que son rapport à lui ne soit pas altéré* » (p. 228). Afin de tisser les luttes, il suggère de les mener de façon à ce qu'elles ne se nuisent pas entre elles. Enfin, Lordon développe l'argument selon lequel le capitalisme n'entretient qu'une relation historique, contingente avec le racisme. Rappelons que, dans les années 1930, le marxiste péruvien José Carlos Mariátegui débattait déjà ce sujet à propos de la question des peuples autochtones en Amérique latine.

L'intervention la plus forte du livre, c'est le bref chapitre « Par conséquent » (pp. 253-254). Le recours aux caractères gras renforce la visée persuasive des propos. Si nous constatons que le capitalisme met en péril l'espèce humaine – le dérèglement climatique et la pandémie le confirment dramatiquement, et si nous acceptons que l'espace social-démocrate où se négocient des « aménagements » *dans* le capitalisme est biaisé au départ, **par conséquent**, « le communisme est une idée à réinstaller sur la scène de l'histoire ».

Outre la lucidité de l'analyse et l'éloquence des exemples fournis pour illustrer les thèses, les lecteurs apprécieront la qualité du style. Lordon a une écriture difficile, mais il n'est jamais obscur. Bien évidemment, ses idées peuvent être contestées, et elles le sont un peu partout, y compris à l'intérieur de la gauche radicale. Mais elles sont conséquentes : les entretiens, les discours, les articles scientifiques et les livres de Lordon montrent une volonté de cohérence, ainsi que le dessein de respecter la maxime qu'il a lui-même énoncée : « le discours minoritaire se doit d'être rigoureux ».

DETROIT, VILLE DÉTRUITE, VIE INVAINCUE

Marianne Rathmès

Judith Pérignon, *Là où nous dansions*, Éditions Rivages, 2021, 343 p.



Les personnages principaux de ce roman documentaire sont la ville de Detroit et ses habitants. Grandeur et décadence d'une ville faite pour et par le capitalisme, ce capitalisme qui génère violence et racisme.

Dans le premier chapitre, en 1935, dans le cadre du New Deal, l'État fédéral octroie des fonds à Detroit pour des logements sociaux, notamment quatre tours d'habitation offrant des appartements confortables à ces prolétaires dont l'industrie automobile a grand besoin. Ce sera le « Brewster Douglas Project ». Les habitants, en grande majorité afro-américains, accueillent cette perspective avec un enthousiasme malgré tout modéré car ils savent que Noirs et Blancs seront bien séparés.

2013. Un jeune homme est retrouvé tué par balle, dans les ruines du Brewster Project. Des indices, quelque chose dans son aspect, intriguent Sarah, médecin légiste blanche, attendrie par ce jeune homme mystérieux. Elle l'appelle « Frat Boy » en référence aux associations d'étudiants... Elle veut retrouver sa famille, savoir qui il était. Après bien des semaines d'enquête, Sarah et un policier noir retracent le parcours de cet artiste talentueux qui a sillonné le monde (personnage réel connu chez les artistes urbains sous le nom de Zoo Project, son véritable nom est Bilal Berreni, peintre urbain français né en 1990).

Les chapitres suivants nous font bondir de 1963 à 1966, 1976 et 2013, 2014.

1963 et 1966 montrent l'émergence de groupes musicaux comme les « Supremes » de Diana Ross, d'Aretha Franklin, de Stevie Wonder qui toutes et tous venaient de ce quartier foisonnant de vie artistique.

À partir de 1976, avec la fermeture des usines, s'installent le chômage, la drogue, la délinquance.

En 2013, l'emprise du capitalisme se marque avec la construction d'une autoroute de plus qui sépare davantage les habitants noirs et blancs, et pour couronner le tout : la désignation d'un « manager » qui propose de vendre des œuvres d'art exposées au musée de la ville afin de financer cette autoroute. « C'est l'histoire d'une ville combative, fière et musicale que le racisme et la violence économique ont brisée. »

Un livre magnifique, bien écrit et plein d'humanité.

C'EST NOUS, IDIOT

extrait

Lawrence Ferlinghetti

*Oh papa papa dis-moi
pourquoi la misère
dans les républiques bananières ?
Pourquoi y'a plus d'artisanat local ?
Pourquoi des godes en plastique sur les marchés mexicains ?
Pourquoi pas de blé dans leurs silos ?
Pourquoi pas de pain dans leurs fourneaux ?
Pourquoi y'a plus de bois aux Philippines ?
Pourquoi tant de fast-foods ?
Et pourtant la famine ?*

*C'est la globalisation, idiot
C'est l'agro-business, bébé
C'est du gros gros business, bébé
C'est les Pays Développés
qui tètent les mamelles
des Sous-Développés*

Maelström, 2015 – Traduction Marianne Costa

PLACE DU MATIN

Maax

Extrait de *Petits soleils* (<http://maax.fr>)

*Je te comprends camarade
Je te comprends mon ami
Une fois de plus on y croyait
À cet air de liberté
C'était beau à la Bastille
À Toulouse, à Marseille
On rassemblait des brindilles
Pour rallumer le soleil.
On y croyait camarade
On y croyait mon ami
Mais que reste-t-il aujourd'hui ?
L'amour pour notre terre
La joie pour partager un verre
Et la folie pour dire qu'on n'a pas fini !*

Témoignages de choristes de la Bande à éole

À la fin de la campagne de Renory, on assiste à un étrange défilé de gens bottés couverts de boue de la tête au pied, raclette d'une main et seau de l'autre ; puis, c'est la découverte des amoncellements devant chaque maison avec le bruit des pompes qui vident les caves. Tout le centre d'Angleur est dévasté. 70 cm d'eau dans les pièces de vie, ça laisse des traces.

Le soleil dehors vient un peu réchauffer les cœurs. La solidarité est forte.



Je rentre à la maison à l'instant de deux jours de vidange de maison et de remplissage de deux immenses containers (comme ceux des parcs à containers). Quelle tristesse de devoir jeter tous ces témoins d'une vie à cause de l'eau, la boue, le mazout... Mais nous avons de la chance, tout le monde est en vie et la solidarité fait des merveilles !



Solidarité translinguistique

Jeudi 22 juillet, arrivée à un carrefour, j'aperçois un grand gars, tatoué des pieds à la tête, l'air un peu perdu ; je lui demande s'il a faim, s'il désire un colis de vivres. Il me répond dans un flamand incompréhensible. Quand je lui demande : "where are you from?" (d'où venez-vous ?) il me répond: "een dorp naast Hasselt" (un village près d'Hasselt). Nous devisons comme nous pouvons et je comprends qu'ils sont venus en camion spécial avec huit cents repas chauds. Ils me racontent cela comme si c'était tout à fait naturel de venir en Wallonie !

Plus loin, une plantureuse Gantoise aux cheveux rouges a déjà fait trois trajets en camionnette pour nous amener des vivres et des produits de nettoyage et d'hygiène corporelle en s'informant chaque fois de ce qui nous manque.

Ils sont fantastiques !



Les réactions aux politiques censées faire pièce au coronavirus actuel (et les réactions aux réactions) ne sont pas devenues (tout-à-fait) obsolètes avec les inondations, même si brusquement l'urgence était ailleurs et les masques et autres gestes barrières largement oubliés. Vous en trouverez deux sur notre site.

Sur ce thème, il faut lire la petite brochure de Barbara Stiegler, *De la démocratie en Pandémie* (Gallimard Tracts n°23, janvier 2021, 59 p. 3,90€).



Victoire du bon sens

Le 15 mars, le Comité Quartier Parc Herman, sous la plume de notre membre Rosette Loix, écrivait au Bourgmestre et au conseil communal d'Ans pour déplorer la décision prise de « sacrifier une prairie-clairière » à côté du Parc Herman pour 35 appartements. Elle s'indignait à juste titre : « Le changement climatique, la pandémie, l'alerte lancée pour la protection des écosystèmes ne sont toujours pas en 2021 des arguments valables. Destruction d'un écosystème faune et flore, abattage d'arbres, destruction d'un mini poumon vert sont qualifiés de hors propos ! »

Début juillet, le Ministre de la Région Wallonne a tranché : le permis de construire 35 appartements sur la propriété Destexhe est refusé !



Petite avancée sociale

Résultat des nombreux calculs, démonstrations, actions syndicales, plusieurs allocations sociales minimales ont augmenté au 1^{er} juillet (chômage, congés thématiques, pensions, AMI, accidents du travail, Revenu d'intégration) grâce à l'enveloppe « bien-être » de 700 millions d'euros dégagée au Fédéral.





Stop silence Haïti !

L'assassinat du président Jovenel Moïse n'a rien arrangé, même s'il s'accrochait à un pouvoir auquel il n'avait plus droit. Fin juin, le Parlement européen avait voté une résolution faisant état « de la gravité de la crise et de la détérioration de l'insécurité ». Le pays s'enfoncé « dans un cercle vicieux de violence et de confiscation de l'espace public », de corruption et de détournement de fonds. Proposer d'organiser des élections, c'est méconnaître un contexte de terreur. Ce que veut la majorité de la population, c'est une « transition de rupture », l'instauration de services publics, d'une protection sociale, la fin des enclaves de non-droit que sont les zones franches. Paradoxalement, celles-ci ont été créées dans les années 1980 comme moyen de s'affranchir de l'économie coloniale que représentaient les grandes plantations, or elles ne font que consolider l'emprise étrangère.

À la mi-août, des catastrophes naturelles, tremblement de terre et ouragan, ont mis en évidence l'étendue du chaos social - et la force de la solidarité.

Voir les articles du CETRI (<https://www.cetri.be/+-Haiti-+>) et diffuser l'appel Stop silence Haïti <https://www.coeh.eu/fr/stop-silence-haiti-2/>

Régularisation des sans-papiers

Il était moins une. Pour la vie des centaines de sans-papiers en grève de la faim depuis 60 jours à Bruxelles (et de la soif les derniers jours). Et pour le gouvernement fédéral. Le discours officiel reste inchangé : pas question de céder au chantage, donc de régularisation collective. De wet is de wet. Ce sont ces inconscients de la « société civile » qui sont à blâmer. Mais les dossiers peuvent être (à nouveau) présentés.

Si Sammy Mahdi veut être crédible quand il parle de politique « juste et humaine », il doit tenir compte de tous les liens que ces clandestins involontaires ont tissés en Belgique, notamment par la scolarisation des enfants, de ce qu'ils apportent et apporteraient mieux encore s'ils disposaient d'un titre de séjour. Il est temps qu'il prenne conscience des épreuves traversées à la recherche d'un peu plus de sécurité (y compris économique : il s'agit de survie aussi), de la responsabilité que portent nos politiques d'exportations sur les flux migratoire, et qu'il mette un terme aux rapatriements forcés – et ferme les centres fermés.

Université d'été du CADTM 2021

Annulation des dettes pour la justice sociale

Cette année, elle se décline sous deux formes :

trois rencontres en ligne à 18h30 **les 14, 16 et 23 septembre** (<http://www.cadtm.org/Universite-2021-du-CADTM-le-programme-des-conferences--en-ligne>)

deux journées à l'auberge Simenon **le samedi 25 et dimanche 26 septembre** (<http://www.cadtm.org/Universite-2021-du-CADTM-Crise-globale-Annulation-des-dettes-pour-la-justice>).

UNIVERSITÉ DU CADTM 2021

CYCLE EN PRESENTIEL : 25 & 26/09 - LIÈGE, BELGIQUE
CYCLE EN LIGNE DU 14/09 AU 24/09

CONFÉRENCES, ATELIERS, DÉBATS, SOIRÉES, REPAS

INSCRIPTIONS
WWW.CADTM.ORG

CADTM

% Groupe de lecture

THOMAS PIKETTY

CAPITAL ET IDÉOLOGIE

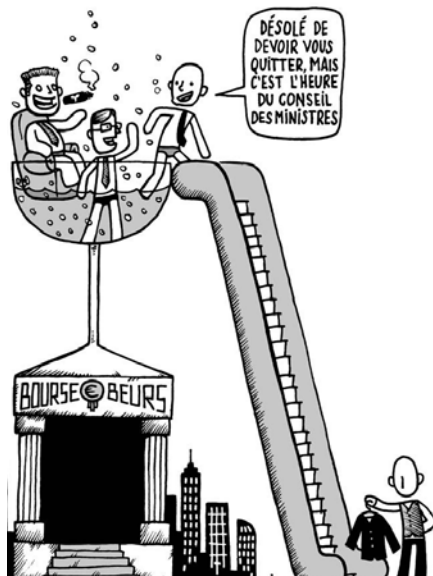
SEUIL

Reprise après de longs mois
Mercredi 22 septembre
@ 19h30

ULiège
place Cockerill
A2/4/9

www.attacliege.be
info@liege.attac.be

Amis & soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles



Illustrations de Thion, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd/2.0/be

Clim'ATTAC
Un cycle pour notre avenir



Ciné-débat

L'Arbre Providence

UN FILM DE MICHEL HELLAS

Mercredi 13 octobre @ 19h

Salle Lumière

Place du XX Août à Liège

En coproduction avec la RTBF unité documentaire, shelter prod, avec le soutien du fonds pour le journalisme en fédération Wallonie Bruxelles et la Fondation Yves Rocher - Institut de France et le soutien de taxshelter.BE et ING, et du tax shelter du gouvernement fédéral de Belgique.



www.attacliege.be

info@liege.attac.be



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

CERCLE LEONARDO DA VINCI

Jeudi 21 octobre à 20 h

Rencontre avec Laurent D'Altoe

La situation politique actuelle en Italie vue au travers de l'histoire

Dans le cadre de «*Tarantella qui*»

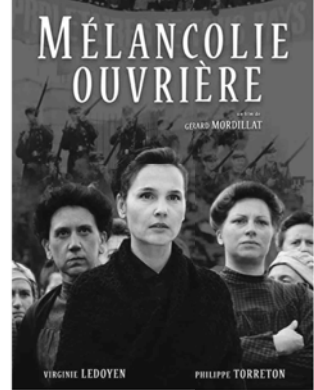


Samedi 6 novembre de 10 à 13h

Ciné-débat

Mélancolie ouvrière

de Gérard Mordillat



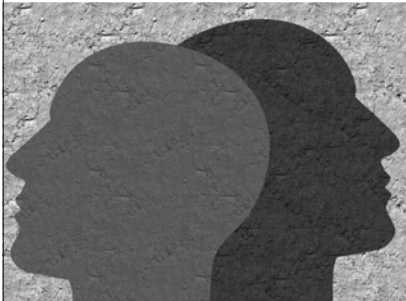
Suivi de l'accueil des membres et sympathisants

Samedi 20 novembre de 10 à 13h

Conférence par Jean-Marie Klinkenberg

Linguiste, sémioticien, professeur émérite de l'Université de Liège, membre de l'Académie royale de Belgique et du Haut Conseil de la Francophonie

***Langage et démocratie
Contre le déterminisme social***



Samedi 11 décembre de 10 à 13 h

Conférence par Stan BRABANT

Directeur adjoint au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)

***Commerce des armes
et démocratie***



Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles



En collaboration avec le Cercle Leonardo Da Vinci

Rue Cockerill, 86

4100 Seraing

04 336 92 59 | 04 349 12 02

angelo.s@hotmail.com | info@liege.attac.be

% ATTAC Liège %



- 15 septembre 2021 -

**Soirée de présentation
Attac, c'est qui, c'est quoi ?**

Au Beau-Mur // Rue du Beau-Mur 48 // Grivegnée // 19h30

Le mouvement Attac % Nos valeurs % Nos actions

Notre agenda % Nos perspectives % Verre de l'amitié

www.attacliege.be



SOUTENIR ATTAC

Ça fait du lien par où ça passe

COTISATIONS

Votre soutien nous est indispensable pour poursuivre nos activités et vous concocter cette belle revue.

Son versement nous donne du poids et nous soutient, réellement.

Et son montant ne change pas en 2021 !

Merci déjà de votre cotisation

Rappel :

- 20 euros par an pour celles et ceux qui touchent un revenu régulier
- 10 euros par an pour les autres
- 40 euros par an pour les associations

BE70 0013 3246 2425

Soutenez nos actions pour construire un autre monde

<https://liege.attac.org/attac/soutenez-nous/>

**JE FAIS
UN DON**



ATTAC-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège

Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be

<https://liege.attac.org/>

Mercredi 13 octobre, 19h

Clim'ATTAC Ciné-débat L'Arbre-Providence
Salle Lumière ULiège, place du 20-Août

Vendredi 15 octobre, 9h30 à 16 h.

Lutte contre l'évasion fiscale : mythe ou réalité?
Parlement européen Bruxelles
(lieu à confirmer)

Mardi 19 octobre, 19 h.

Groupe de lecture
ULiège, place Cockerill, A2/4/9

Jeudi 21 octobre, 20h

Laurent D'Altoe (animateur au CEPAG, journaliste),
«*La situation politique actuelle en Italie vue au travers de l'histoire*»
Centre culturel de Seraing dans le cadre de Tarentella Qui

Lundi 27 octobre, 19h30*

Réunion de préparation

Samedi 6 novembre

Mobilisation pour le climat à Bruxelles

Samedi 6 novembre, 10-13

Projection-débat du film de Gérard Mordillat *Mélancolie ouvrière*
et accueil de nouveaux membres ou sympathisants
Cercle Leonardo Da Vinci, Seraing

Mercredi 10 novembre 19h*

Clim'ATTAC Projection-débat *The Story of Plastic* et pistes d'actions
Salle Lumière, ULiège, place du 20-Août

Mardi 16 novembre, 19 h.

Conférence débat Jacques Richard *Sauver l'avenir : compta en rouge et vert*
L'ouvrage cosigné par Jacques Richard (Révolution comptable. Pour une entreprise écologique et sociale, L'Atelier, 2020) montre comment le système économique ne pourra devenir soutenable et vertueux que lorsqu'il mettra sur un pied d'égalité les trois composantes de toute activité économique : finance, force de travail et tout ce qui rend la vie humaine possible sur Terre.
ULiège, place Cockerill, A2/4/9

Samedi 20 novembre, 10h-13h

Jean-Marie Klinckenberg, *Langage et démocratie : contrer le déterminisme social'*
Cercle Leonardo Da Vinci,
rue Cockerill 86, 4100 Seraing

AGENDA (PREMIÈRE PARTIE)

Impression idéocopy Liège — www.scribus.net /
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Vendredi 3 septembre, 19h30

Justice fiscale : lutter contre la fraude, déconstruire l'évasion fiscale, conférence avec Daniel Puissant, Christian Savestre et Philippe Lamberts dans le cadre du VertPop, Université de Namur, Auditoire Petro Arupe, Rue de Bruxelles - 5000 Namur

Samedi 4 et dimanche 5 septembre

Retrouvailles, stand commun avec le CADTM
Parc de la Boverie

Lundi 6 septembre, 19h30*

Groupe de préparation

Mercredi 15 septembre, 19h30*

Soirée d'accueil

Mardi 21 septembre

Journée internationale de la paix : <https://www.journeedelapaix.be/campagne-2021/>

Mercredi 22 septembre, 19h30

Groupe de lecture Piketty *Capital et idéologie* (Seuil, 2019, 25€)
ULiège, place Cockerill, A2/4/9

Lundi 4 octobre, 19h30*

Groupe de préparation

SOMMAIRE

Édito	p. 2	Recensions	
Déontologie fiscale	p. 4	Horman / Collombat	p.18
Monnaie	p. 6	Lordon	p.19
Orban Lan d	p. 8	Pérignon	p.21
Sauver les forêts	p.10	Poèmes	p.22
CR		Courier	p.23
Clim'ACTES	p.14	Bonnes nouvelles	p.24
Charte de l'énergie	p.15	Luttes communes	p.25
Annonces climat	p.15	Annonces	26
Défense des potagers	p.16	Soutenir ATTAC	30
Jeu	p.17	Agenda(suite)	31
		Agenda	p.31

